



# SOCIÉTÉ

## Blanquer admet la crise du recrutement des enseignants

Les résultats du Capes confirment la tendance : le métier suscite de moins en moins de vocations. Un phénomène que le ministre ne peut plus ignorer.

CAROLINE BEYER  @BeyerCaroline

**ÉDUCATION** Contrairement à ses prédécesseurs, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, en convient : il existe bien une crise du recrutement des enseignants. Les créations de postes massives du mandat Hollande - les fameux 60 000 postes - devaient relancer un cercle vertueux, après la période de vaches maigres du quinquennat Sarkozy. Mais, année après année, les résultats aux concours d'enseignants confirment une crise profonde de vocation.

Dès le 1<sup>er</sup> juin, à l'issue des résultats d'admissibilité au Capes, le Snes a tiré la sonnette d'alarme. « *Mauvais signaux* », assène le syndicat majoritaire du secondaire. De fait, en lettres classiques (105 admissibles pour 183 postes ouverts) et en Allemand (228 pour 275), l'Éducation nationale ne parviendra pas à faire le plein. La situation est également tendue en lettres modernes, anglais et mathématiques, avec moins de deux admissibles par poste... Faudra-t-il revoir le niveau d'exigence à la baisse ?

À chaque discipline ses raisons. En mathématiques ou en anglais, les diplômés d'un master - niveau requis pour devenir professeur - peuvent prétendre à une carrière plus rémunératrice que celle d'enseignant, où l'on débute à 1400 euros net... En lettres, le vivier d'étudiants est insuffisant, en raison du manque de valorisation de la filière littéraire au lycée. En allemand, la suppression des classes bilingues sous Najat Vallaud-Belkacem, remises en place par Blanquer, a laissé des traces. Mais la cri-

**10 000**  
postes non pourvus  
entre 2008 et 2015

se est avant tout structurelle. Ces difficultés sont d'autant plus inquiétantes que les recrutements ont été revus à la baisse sous l'ère Macron, avec 5 833 postes ouverts au Capes cette année, contre 7 315 postes en 2017. « *C'est une rentrée très dégradée qui se profile* », avertit le Snes, précisant que les collèges et lycées accueilleront 36 000 élèves supplémentaires à la rentrée prochaine.

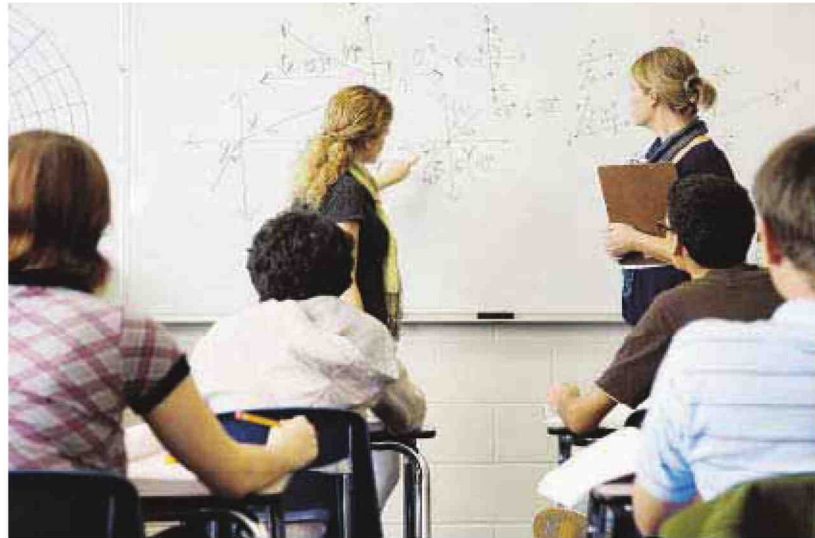
Au total, entre 2008 et 2015, ce sont 10 000 postes qui n'ont pas été pourvus, a calculé la Cour des comptes dans un récent rapport faisant état d'un « *recours croissant aux contractuels* » dans l'Éducation nationale. En 2016, 21 % des postes en mathématiques sont restés vacants. En lettres modernes, c'est 18 %. Des proportions importantes qui impliquent un large recours aux contractuels. Ces personnels, dont « *la formation est incontestablement un point défaillant* », constatent les Sages de la rue Cambon, sont passés de 40 000 en 2009 à 203 000 en 2017. « *Un grand nombre (d'entre eux) prennent leurs fonctions sans préparation* », martèle la Cour. Au total, ces contractuels représentent 20 % des effectifs employés par le Mammouth.



« Cette solution palliative ne doit pas devenir une solution choisie », résume Albert-Jean Mougin, au Snalc. Pour le syndicaliste, cette crise du recrutement est le résultat de « trente années de dégradation constante de nos métiers ».

Formation inadaptée des enseignants (voir ci-dessous), accompagnement insuffisant des jeunes recrues, management quasi inexistant, métier déprécié socialement et financièrement... Quel est le plan de Jean-Michel Blanquer pour faire renaître les vocations? « Chaque année 150 000 étudiants s'inscrivent aux concours. Cependant, un tiers seulement des inscrits se présentent aux épreuves », constate le ministre dans son dernier livre, paru en mai 2018. Les étudiants ne sont pas suffisamment « fidélisés ».

Depuis le mois de janvier, il évoque plusieurs pistes : proposer des bourses à des élèves de terminales exprimant le souhait de devenir enseignant ou encore faire évoluer le statut des assistants d'éducation pour leur faciliter l'accès au



FRÉDÉRIC CIROU/ALT OPRESS/MAXPPP

**En 2016, 11% des enseignants-stagiaires n'ont pas été titularisés.**

métier. « Nous avons un besoin évident de prérecrutement, c'est-à-dire des personnes qui se destinent à la fonction de professeurs, à qui l'on donne les moyens de s'engager dans cette carrière », estime le ministre, qui prévoit une concertation sur le sujet avec les syndicats en ce mois

de juin. Sera-t-il en mesure de proposer une incitation financière? Avec ces mêmes syndicats, il doit aussi aborder la question de la prime de 3 000 euros à destination des enseignants de l'Éducation prioritaire. Une promesse de campagne d'Emmanuel Macron. ■